TABLE ANALYTIQUE

ANNÉE 1950

A

ACCORDS INTERNATIONAUX.

1. Proposition, présentée par Mme Caffot, tendant à demander d'extrême urgence, au Gouvernement, de tenir compte dans le cadre des accords d'immigration franco-italiens qui doivent être signés le 30 mars, des intérêts légitimes des travailleurs citoyens de l'Union française et des travailleurs nord-africains en particulier, n° **82** (p. 113). — Rapport de M. Vignes, n° **84** (p. 114). — Avis de Mme Caffot, n° **89** (p. 89).

2. Proposition, présentée par MM. Feix, Lozeray, Thévenin, Barbé et les membres du groupe communiste, tendant à inviter le Gouvernement à dénoncer les clauses des récents accords de Londres ayant trait aux territoires d'Arique et arrêter toutes les négociations en cours sur le pool franco-allemand en raison de ses conséquences africaines, n° **221** (p. 252).

AERONAUTIQUE. — Voy. aussi: MARINE MARCHANDE, §§ 2, 5. — PLAN, § 19.

1. Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, étendant aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les dispositions de la loi du 2 octobre 1946 relative à la classification des aérodromes, n° **67** (p. 91). — Rapport de M. Georget, n° **126** (p. 145). — Avis de M. le général Plagne, n° **127** (p. 145).

2. Demande d'avis, transmise par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de loi portant fixation d'un programme aérien, n° **145** (p. 167). — Rapport de M. André Georget, n° **175** (p. 213).

3. Proposition, présentée par MM. Juge, Lai, M. le lieutenant-colonel Bichon, MM. Charnay, Alduy et Touré, tendant à apporter le salut de l'Assemblée de l'Union française aux victime des deux accidents d'avion survenus sur la ligne Saïgon-Paris; et à demander au Gouvernement de renseigner le plus tôt possible l'opinion publique sur les causes de ces catastrophes et sur les mesures qu'il compte prendre pour en éviter le retour, n°° **157** (p. 182).

AFRIQUE EQUATORIALE FRANÇAISE. — Voy.: COTON. — ELECTIONS, §§ 3, 4. — HABITAT, § 2. — MISSIONS, § 3. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE, §§ 2, 3, 5.

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE. — Voy.: CHEMINS DE FER. — DÉFENSE DE L'UNION FRANÇAISE, I. — ELECTIONS, §§ 3, 4. — ENSEIGNEMENT, § 4. — EXPROPRIATION. — HABITAT, §§ 2, 4. — JUSTICE, § 6. — LOYERS, § 4. — MISSIONS, § 3. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE, §§ 2, 3, 5. — SANTÉ PUBLIQUE, § 2. — SINISTRÉS, § 2. — TRAVAIL, I, § 1; II.

AGRICULTURE.

1. Proposition, présentée par M. Paul Catrice et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes mesures utiles: 1° pour orienter vers l'agriculture les Nord-africains venant en France qui pourraient volontairement s'y adapter; 2° pour faciliter aux travailleurs et aux exploitants agricoles nord-africains en France, le logement et l'adaptation aux conditions du travail agricole et de la vie rurale française, n° **26** (p. 20). — Rapport de M. Paul Catrice, n° **172** (p. 262). — Avis de M. Alfred Bour, n° **216** (p. 245).

2. Proposition, présentée par Mme Caffot, tendant à demander au Gouvernement d'accorder une priorité absolue aux citoyens de l'Union française dans le cadre de la politique d'installation des familles dans certaines régions agricoles, n° **85.** (p. 114).

3. Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, modifiant l'article 4 du décret du 18 mars 1936 portant organisation de la chambre d'agriculture de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, n° **99** (p. 122). — Rapport de M. Roulleaux-Dugage, n° **199** (p. 233).

4. Proposition, présentée par MM. Jousselin, Catrice, Schock, Le Brun-Kéris et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à l'exécution du recensement agricole mondial dans les pays d'outre-mer, n° **188** (p. 223). — Rapport de M. Le Brun-Kéris, n° **283** (p. 300).

5. Proposition, présentée par M. Lhuillier, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions susceptibles d'aider à l'évolution de l'agriculture autochtone, base essentielle du développement de la production agricole et de la protection des sols dans les territoires d'outre-mer, n° **130** (p. 147). — Rapport de M. André Schock, n° **242** (p. 274).

ALCOOLISME.

1. Demande d'avis, présentée par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Lassalle-Séré, Sénateur, relative à la réglementation de l'importation, fabrication, détention, mise en circulation en vue de la vente, mise en vente ou cession gratuite des boissons alcooliques dans les Etablissements français d'Océanie, n° **30** (p. 33). — Rapport de M. Borrey, n° **117** (p. 132). — Avis de M. Vignes, n° **138** (p. 157).

2. Avis de M. Meyer, au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition (n° 156, année 1949) de MM. Paul Catrice, La Gravière, Mlle Le Ber, M. Thémia et des membres du groupe du mouvement républicain populaire, Conseillers de l'Union française, tendant à demander au Gouvernement d'engager immédiatement des négociations internationales en vue d'arriver à un accord international sur la répression de l'alcoolisme dans les territoires d'outre-mer, n° **42** (p. 39). — Rapport supplémentaire de M. Savi de Tové, n° **159** (p. 185).

ALDUY.

Voy.: Assemblée de l'Union française, IX, §5. — Industrialisation outre-mer. — Plan, § 17. — Sinistrés, § 2.

ALGERIE. — Voy.: Assemblée de l'Union française, X, § 4. — Aveugles civils, § 2. — Elections, §§ 2, 6. — Habitat, § 3. — Justice, § 2. — Monuments historiques. — Plan, § 14. — Sécurité sociale, §§ 1, 3.

ANCIENS COMBATTANTS.

1. Rapport de M. Joseph Bégarra au nom de la commission des affaires sociales sur: 1° la proposition de résolution (n° 206, année 1949) de Mme Emilienne Moreau, M. Alduy et des membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, Conseillers de l'Union française, tendant à inviter l'Assemblée nationale à étendre dans le plus bref délai possible aux anciens combattants des territoires d'outre-mer, ne bénéficiant pas du statut de citoyen, le bénéfice de l'indemnité spéciale extraordinaire prévue en faveur des grands invalides et à leur accorder la revalorisation de 15 p. 100 décidée sur les pensions des anciens combattants métropolitains; 2° la proposition (n° 256, année 1949) de MM. Paul Tétau, Alduy, Bégarra, Bidet, Mademba Racine, Vivier, Mmes Emilienne Moreau et Malroux et des membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, Conseillers de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à appliquer un indice de correction, ainsi que cela est prévu pour les fonctionnaires, aux pensions et retraites de l'Etat, perçues en francs C. F. A., par les autochtones des territoires de l'Union française, n° **35** (p. 35).

2. Proposition, présentée par MM. Bégarra, Borrey, Dorange, Tétau et les membres des indépendants d'outre-mer et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à demander au Gouvernement la représentant de l'Assemblée de l'Union française au sein du comité d'administration de l'office national des anciens combattants, n° **148** (p. 174). — Rapport de M. Joseph Bégarra, n° **198** (p. 233).

3. Proposition, présentée par MM. Bégarra, Borrey, Dorange, Tétau et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à créer un insigne « Mort pour l'Union française » pour être remis aux ascendants, conjoints et descendants des soldats morts pour l'Union française, n° **160** (p. 185). — Rapport de M. Joseph Bégarra, n° **214** (p. 244).

4. Proposition, présentée par MM. Bégarra, Borrey, Dorange, Tétau et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer et du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que la médaille militaire puisse être attribuée aux militaires réformés de guerre à plus de 65 p. 100, dans les territoires d'outre-mer, n° **161** (p. 186).

5. Proposition, présentée par MM. Dorange, Bégarra, Borrey, et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer et ceux du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à demander au Gouvernement de prévoir la représentation de l'Assemblée de l'Union française dans toutes les commissions d'anciens combattants où sont représentés l'Assemblée nationale et le Conseil de la République, et en particulier dans la « commission de la carte du combattant » et dans la « commission consultative de prothèse et d'orthopédie », n° **226** (p. 258).

6. Proposition, présentée par MM. Dorange, Bégarra, Borrey, les membres du groupe des indépendants d'outre-mer et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à organiser dans les grandes circonscriptions administratives des territoires d'outre-mer le payement forain des pensions aux anciens combattants et anciens militaires, n° **291** (p. 312).

ANDRE.

Voy.: Relations diplomatiques, § 2.

ANTILLES. — Voy.: Habitat, § 1. — Sécurité sociale, § 2.

ANTONINI.

Voy.: Assemblée de l'Union française, VIII, § 2. — Expropriation. — Fonctionnaires. — Forêts, § 1. — Justice, § 1. — Loyers, §§ 1, 2, 3, 5. — Marine marchande, § 3. — Mines, §§ 3, 4, 5. — Parité franc C. F. A. — Sinistrés, § 3.

ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE.

I. — **Allocutions. — Discours.**

1. — Allocution, prononcée par M. Albert Sarraut, Président d'âge n° **1** (p. 1).

2. Allocution, prononcée par M. Jacques Fourcade, Président de l'Assemblée de l'Union française, n° **3** (p. 11).

3. — Motion, présentée par M. Boluix-Basset, Président du groupe union métropole outre-mer (indépendants), tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à décider la diffusion la plus large du discours du Président Sarraut, prononcé au cours de la séance du vendredi 10 février 1950, n° **38** (p. 38). — *Cette motion a été retirée le 11 mai* 1950.

4. Proposition de résolution, présentée par M. G. Thévenin, au nom du groupe communiste et apparentés, tendant à demander à l'Assemblée de l'Union française de donner la plus large publicité au discours de M. Donnat reproduisant un document de M. Barbé, n° **39** (p. 38). — *Cette proposition a été retirée le 11 mai* 1950.

II. — **Autorisations de poursuites.**

1. Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Union française, n° **8** (p. 14). — Rapport de M. Oreste Rosenfeld, n° **24** (p. 22).

2. Rapport supplémentaire de M. Paul Simon, au nom de la commission d'instruction, sur deux demandes en autorisation de poursuites (n°s 113, 129, année 1949) de l'Union française, n° **15** (p. 17).

3. Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, n° **33** (p. 35). — Rapport de M. André Bourgarel, n° **79** (p. 109).

4. Rapport de M. André Schock, au nom de la commission d'instruction, sur deux demandes en autorisation de poursuites (n°s 243 et 244, année 1949) contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, n° **55** (p. 78).

5. Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, n° **61** (p. 89). — Rapport de M. Oreste Rosenfeld, n° **129** (p. 147).

6. Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, n° **62** (p. 89). — Rapport de M. Oreste Rosenfeld, n° **129** (p. 147).

7. Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, n° **107** (p. 126).

8. Demande de autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, n° **128** (p. 147).

9. Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, n° **150** (p. 174).

10. Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, n° **182** (p. 219).

11. Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, n° **240** (p. 273).

III. — **Commissions.**

Proposition de résolution, présentée par MM. Daniel Boisdon, Max André et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à faire instituer par l'Assemblée de l'Union française une commission spéciale chargée d'étudier l'organisation du suffrage universel dans les pays d'outre-mer, n° **101** (p. 123). — Rapport de Mme Lefaucheux, n° **249** (p. 279).

IV. — **Comptes de l'Assemblée.**

1. Rapport de M. Cazelles, au nom de la commission de la comptabilité, sur le projet de résolution portant règlement des comptes de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1948, n° **57** (p. 81).

3. Rapport de M. Cazelles, Président de la commission de la comptabilité, au nom de cette commission, sur le projet de proposition portant prévision de crédits supplémentaires à l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1950, n° **255** (p. 281).

V. — **Détention d'un conseiller.**

Deuxième rapport de M. Michard-Pellissier, au nom de la commission d'instruction sur la proposition (n° 259, année 1949) de MM. Curabet, Mignot et plusieurs de leurs collègues, Conseillers de l'Union française, tendant à faire requérir par

l'Assemblée de l'Union française la suspension d'urgence de la détention de M. Pierre Boiteau, Conseiller de l'Union française, et des poursuites engagées contre lui, jusqu'à réception du dossier, n° **241** (p. 273).

VI. — **Exercice du mandat de Conseiller de l'Assemblée de l'Union française.**

Proposition de résolution, présentée par MM. Jean Lautissier, Marcel Egretaud et les membres du groupe communiste et apparentés, tendant à permettre aux Conseillers de l'Union française d'exercer librement leur mandat, n° **11** (p. 15).

VIII. — **Règlement.**

1. Proposition de résolution, présentée par M. Robert Sérot, tendant à modifier l'article 15 du règlement de l'Assemblée de l'Union française, n° **7** (p. 13).

2. Proposition de résolution, présentée au nom de la commission du règlement et des pétitions, tendant à modifier les articles 23 et 24 du règlement de l'Assemblée de l'Union française, n° **41** (p. 39). — Rapport de M. Antonini, n° **54** (p. 78).

3. Proposition de résolution, présentée par M. Alphonse Juge, tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à modifier l'article 55 du règlement, n° **44** (p. 40). — Rapport de M. Paul Simon, n° **116** (p. 132).

IX. — **Représentation de l'Assemblée dans différents conseils et comités.**

1. Proposition de résolution, présentée par Mme Caffot, tendant à inviter l'Assemblée nationale, dans le légitime intérêt des populations de l'Union française à déclarer « membre de droit » du « Conseil supérieur de l'entr'aide sociale » le Président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée de l'Union française, n° **120** (p. 141). — Cette proposition a été retirée le 30 mai 1950.

2. Proposition, présentée par Mme Caffot, tendant à inviter le Gouvernement, dans le légitime intérêt des populations de l'Union française à compléter par le dépôt devant l'Assemblée nationale d'un texte additif à la loi créant le Conseil supérieur de l'entr'aide sociale et déclarant « membre de droit » du « Conseil supérieur de l'entr'aide sociale » le Président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée de l'Union française, n° **133**. — Rapport de Mme H. Caffot, n° **295** (p. 314).

3. Proposition, présentée par M. Borrey et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à inviter le Gouvernement à inclure parmi les membres du conseil supérieur du service social un représentant de l'Assemblée de l'Union française, n° **155** (p. 181).

4. Proposition de résolution, présentée par M. Borrey et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à inviter l'Assemblée nationale à prévoir la représentation de l'Assemblée de l'Union française à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, n° **239** (p. 272).

5. Proposition, présentée par M. Junillon et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à faire représenter l'Assemblée de l'Union française au sein du comité directeur du F. I. D. E. S. et à lui soumettre pour examen et avis tout litige survenant entre les autorités d'élaboration, d'approbation ou d'exécution des plans d'équipement des territoires d'outre-mer, n° **246** (p. 278). — Rapport de M. Alduy, n° **287** (p. 304). — Avis de M. Sylvestre, n° **293** (p. 213).

X. — **Validations.**

1. Rapport de M. de Péretti, au nom du deuxième bureau sur la validation de l'élection, par l'Assemblée nationale, de treize Conseillers de l'Union française, n° **86** (p. 114).

2. Rapport de M. Péretti, au nom du deuxième bureau sur la validation de l'élection, par le Conseil de la République, de six Conseillers de l'Union française, n° **87** (p. 114).

3. Rapport de M. Souvannavong-Ourot, au nom du quatrième bureau sur la validation de la désignation de Conseillers de de l'Union française par l'état associé du Viet-Nam, n° **88** (p. 114).

4. Rapport de M. Jean Scelles, au nom du premier bureau sur: 1° la validation de l'élection de M. Michalet par le premier collège du département d'Alger, en remplacement de M. Baretaud; 2° la validation de l'élection de MM. Ben Gana et [illegible]aï par le deuxième collège du département de Constantine, en remplacement de MM. Abbas et Lakhdari, n° **169** (p. 196).

AUBERT.

Voy.: Coton.

AVEUGLES CIVILS.

1. Proposition, présentée par M. Jean Lapart, tendant à inviter le Gouvernement à étendre à tous les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi du 2 août 1949 concernant l'aide aux aveugles civils, n° **271** (p. 288).

2. Proposition, présentée par MM. Bégarra, Lapart et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à déposer devant l'Assemblée algérienne un projet de décision en vue d'étendre à l'Algérie la législation métropolitaine protégeant les aveugles et les grands infirmes civils, n° **310** (p. 343).

B

BEGARRA.

Voy.: Anciens combattants, §§ 1, 2, 3, 4. — Aveugles civils, § 2. — Défense de l'Union française, I. — Enseignement, § 8. — Monuments historiques. — Pensions. — Travail, I, § 1.

BICHON (Colonel).

Voy.: Elections, § 1. — Plan, § 9.

BIDET.

Voy.: Plan, § 18.

BILAN ECONOMIQUE DES PAYS D'OUTRE-MER. — Rapport de M. Rosfelder, au nom de la commission des affaires économiques sur la proposition (n° 172, année 1949) de M. Jousselin, Conseiller de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à faire dresser le bilan économique de chacun des pays d'outre-mer de l'Union française, n° **314** (p. 346).

BILAVARN KHOUN.

Voy.: Plan, § 3.

BOISDON.

Voy.: Assemblée de l'Union française, III. — Citoyenneté, §§ 1, 2, 3. — Plan, §§ 4, 11, 16.

BOLUIX-BASSET.

Voy.: Assemblée de l'Union française, I, § 3.

BORREY.

Voy.: Alcoolisme, § 1. — Assemblée de l'Union française, IX, §§ 3, 4. — Enseignement, § 1. — Habitat, § 2. — Hommages, § 2. — Plan, §§ 2, 5. — Travail, I, § 2.

BOUR.

Voy.: Agriculture, § 1. — Commerce. — Incompatibilités.

BOURGAREL.

Voy.: Assemblée de l'Union française, II, § 3. — Municipalités de plein exercice. — Travail, II.

BOUSSENOT.

Voy.: Expositions, § 1. — Justice, § 5.

C

CAFE. — Proposition de résolution, présentée par MM. Delmas, Longuet, Kemajou, Monnet et les membres des groupes d'action économique et sociale et des indépendants malgaches, tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter un projet de loi ayant pour objet de mettre à la disposition des territoires d'outre-mer, producteurs de café, les bénéfices réalisés par le Gouvernement sur la vente des stocks de ce produit détenus au 15 janvier 1950, n° **9** (p. 14). — Rapport de M. Tétau, n° **13** (p. 17).

Mme CAFFOT.

Voy.: Accords internationaux. — Agriculture, § 2. — Assemblée de l'Union française, IX, §§ 1, 2. — Enseignement, § 7. — Presse, § 2. — Sécurité sociale, § 1. — Travail, VI.

CAMBODGE. — Voy.: Etats associés. — Plan, §§ 4, 15.

CAMEROUN. — Voy. Elections, § 3, 4. — Forêts, § 2. — Habitat, §§ 2, 4. — Marine marchande, § 3. — Organisation administrative, §§ 2, 3. — Plan, § 8.

CARTE D'IDENTITE. — Proposition, présentée par M. J.-C. Périer, Mme Malroux et Mlle Le Bot, tendant à inviter le Gouvernement à décider la création d'une carte d'identité obligatoire dans les départements de la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion, n° **108** (p. 127).

CATRICE.

Voy.: Agriculture, § 1. — Déclaration universelle des droits. — Enseignement, §§ 1, 2, 5. — Hommages, § 2. — Nord-Africains. — Sécurité sociale, §§ 1, 3. — Travail, V. — Travailleurs indochinois.

CAZELLES.

Voy.: Assemblée de l'Union française, IV, §§ 1, 2, 3, 4. — Forêts, § 1. — Missions, § 3.

CHARLIER.

Voy.: Mines, § 2. — P. T. T. — Vanille.

CHEIKAL DAHO.

Voy.: Santé publique, § 3.

CHEMINS DE FER. — Demande d'avis, transmise par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Mamadou Konaté et plusieurs de ses collègues, Députés, tendant à la création d'un « cadre unique » du personnel des chemins de fer d'Afrique occidentale française, n° **123** (p. 143).

CHEPTEL-ELEVAGE. — Proposition présentée par M. Paul Gentet et les membres du groupe union-métropole-outre-mer (indépendants), tendant à inviter le Gouvernement à se préoccuper de la situation grave dans laquelle se trouve le cheptel bovin malgache, n° **66** (p. 90).

CIANFARANI.

Voy.: Habitat, § 3.

CITOYENNETE.

1. Demande d'avis, présentée par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif à l'accession de certains citoyens français à statut civil particulier au statut civil de droit commun, n° **4.** (p. 11). — Rapport de M. Daniel Boisdon, n° **154** (p. 176).

2 Proposition de résolution, présentée par M. Daniel Boisdon et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à obtenir l'étude par le Gouvernement, et le vote par le Parlement, d'une loi définissant le contenu de la citoyenneté de l'Union française, n° **165** (p. 189).

3. Rapport de M. Ya Doumbia, au nom de la commission de politique générale, sur la proposition (n° 275, année 1948) de MM. Darlan, Ya Doumbia, Di Ould Zein, Bourgarel, Ebédé et des membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, Conseillers de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans le plus bref délai les projets de loi fixant les conditions dans lesquelles les ressortissants des territoires d'outre-mer exerceront leurs droits de citoyens, n° **171** (p. 197). — Avis de M. Boisdon, n° **184** (p. 219).

COLLECTIVITES DE DROIT LOCAL. — Proposition de résolution, présentée par MM. Jousselin, Voca, Bouda et Ya Doumbia, tendant à l'adoption d'une loi fixant les conditions d'engagement de techniciens par les collectivités de droit local dans les territoires d'outre-mer et en Algérie, n° **294** (p. 313).

COMMERCE—COMMERÇANTS. — Demande d'avis présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, rendant applicable aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, autres que l'Indochine, la loi n° 48-1282 du 18 août 1948 relative à la prescription des obligations nées entre les commerçants à l'occasion de leur commerce, n° **6** (p. 13). — Rapport de M. Alfred Bour, n° **149** (p. 174).

COMORES. — Voy.: Justice, V.

COMPTABILITE SOCIALE. — Proposition, présentée par MM. Jousselin, de Peretti et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à l'institution d'une comptabilité sociale de l'Union française, n° **189** (p. 224). — Rapport de M. de Peretti, n° **317** (p. 348).

CONDITIONS D'ADMISSION ET DE SEJOUR A MADAGASCAR. — Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, modifiant les articles 25, 26, 27 et 29 du décret du 21 juin 1932 relatif aux conditions d'admission et de séjour des Français et des étrangers à Madagascar et dépendances, n° **97** (p. 121). — Rapport de M. Randretsa, n° **170** (p. 196).

CONOMBO.

Voy.: Elections, §§ 3, 4, 5.

CONSEIL ECONOMIQUE.

Proposition, présentée par M. Paul Estèbe, tendant à accorder aux départements d'outre-mer une représentation au Conseil économique, n° **63** (p. 89).

CORVAL.

Voy.: Déclaration universelle des droits. — Radiodiffusion.

COTE DES SOMALIS. — Voy.: Elections, §§ 3, 4.

COTE D'IVOIRE. — Voy.: Mines, § § 3, 4, 5. — Missions, § 2. — Ordre public.

COTON. — Demande d'avis, transmise par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, portant modification du décret du 2 octobre 1946 instituant en Afrique équatoriale française une caisse de soutien du coton. — Rapport de M. Michel Aubert, n° **323** (p. 358).

COULIBALY

Voy.: Missions, § 2. — Travail. II.

CURABET.

Voy.: Sinistrés, § 1er.

COMMISSION DU CINEMA. — Voy.: Enseignement, § § 9, 10.

COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES. — Voy.: Enseignement, § § 9, 10.

COMMISSION DU REGLEMENT. — Voy.: Assemblée de l'Union française, VIII, § 2.

D

DAHOMEY. — Voy.: Marine marchande, § 6. — Plan, § 19.

DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS. — Rapport de M. Corval, au nom de la commission des relations extérieures, sur la proposition (n° 292, année 1949) de M. Paul Catrice et des membres du groupe du mouvement républicain populaire, Conseillers de l'Union française, tendant à demander au Gouvernement de la République: 1° de proclamer solennellement dans toute l'Union française, après l'accord des Etats associés et protégés, la déclaration universelle des Droits de l'homme; 2° de la diffuser partout et d'en prévoir l'enseignement dans tous les établissements scolaires; 3° d'intervenir auprès de l'O. N. U. pour que soient bientôt élaborés les textes nécessaires concernant les droits des communautés naturelles, les droits sociaux et les droits culturels; 4° de prévoir et d'appliquer toutes mesures de mise en œuvre effective des principes proclamés par la déclaration, n° **47** (p. 42). — Avis de M. Paul Catrice, n° **56** (p. 79).

DEFENSE DE L'U. F.

I. — **Personnel civil.**

Rapport de M. Joseph Begarra, au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition (n° 227, année 1949) de MM. Begarra, Bourgarel, Diop Babakar, Djim Momar Gueye et des membres du groupe socialiste et apparentés, Conseillers de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à élaborer un statut interarmes fixant les règles d'emploi du personnel civil des états-majors, corps et services des armées de terre, air et marine, stationnés en Afrique occidentale française, n° **213** (p. 243).

II. — **Militaires.**

1. Proposition, présentée par MM. Dorange, Begarra, Borrey et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer et du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à demander au Gouvernement: 1° d'unifier les taux des indemnités familiales pour tous les soldats de l'armée de l'Union française, dans le cadre d'un statut du soldat de l'Union française; 2° dès maintenant et sans attendre la promulgation de ce statut, d'attribuer

aux militaires autochtones l'indemnité de zone, la majoration familiale de zone et l'indemnité d'éloignement prévues par les textes mais non encore versées, n° **236** (p. 265).

2. Proposition, présentée par M. Juge, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions utiles en vue de permettre qu'à l'occasion des fêtes de Noël les familles de combattants appartenant au corps expéditionnaire d'Indochine soient autorisées à envoyer à ces derniers à titre gratuit un colis susceptible d'être acheminé par les voies les plus rapides et en temps voulu à son lieu de destination, n° **288** (p. 306). — *Cette proposition a été retirée* (séance du 5 décembre 1950).

DELMAS (Louis).

Voy: Café. — Monuments commémoratifs, § 1. — Sociétés coloniales.

DELMAS (Général).

Voy.: Plan, §§ 5, 12.

DIOP BABAKAR.

Voy.: Sinistrés, § 2.

DORANGE.

Voy.: Anciens combattants, §§ 5, 6. — Défense de l'Union française, II, § 1.

E

EBEDE (F.).

Voy.: Forêts, § 2.

EGRETAUD.

Voy.: Libération des échanges.

ELECTIONS. — Voy. aussi: A. U. F., III.

1. Proposition, présentée par M. le Lieutenant-colonel Bichon et les membres du groupe union métropole-outre-mer (indépendants), tendant à inviter le Gouvernement à donner une représentation au Parlement aux ressortissants français du Condominium des Nouvelles-Hébrides, n° **176** (p. 214).

2. Demande d'avis, transmise par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Benchennouf, député, tendant à modifier pour les départements algériens la législation des élections, n° **285** (p. 302).

3. Demande d'avis, transmise par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Aku et plusieurs de ses collègues, députés, relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de la Côte française des Somalis, n° **286** (p. 303). — Rapport de M. Conombo, n° **305** (p. 329).

4. Demande d'avis, transmise par M. le Président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi de MM. Yacine Diallo, Lamine-Gueye, Ninine, Silvandre, Fily-Dabo Sissoko et des membres du groupe socialiste, députés, relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de la Côte française des Somalis, n° **296** (p. 315). — Rapport de M. Conombo, n° **305** (p. 329).

5. Demande d'avis, transmise par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de MM. Edouard Daladier, Caillavet, Devinat, Jean-Paul David, Rencurel et des membres du groupe républicain radical et radical socialiste, députés, tendant à fixer le mode de représentation à l'Assemblée nationale des territoires d'outre-mer relevant du ministère de la France d'outre-mer, n° **297** (p. 316). — Rapport de M. Conombo, n° **305** (p. 329).

6. Rapport de M. Lechani, au nom de la commission de politique générale, sur la proposition (n° 297, année 1949) de M. Abdesselam, Conseiller de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement et l'Assemblée nationale à adopter un projet de loi ayant pour objet d'établir en Algérie la parité entre les élus du 1er et du 2e collège aux conseils généraux et aux conseils municipaux, n° **302** (p. 324).

ENERGIE THERMIQUE DES MERS. — Proposition, présentée par M. Georges Monnet, tendant à inviter le Gouvernement à comprendre la réalisation d'une première installation d'énergie thermique des mers parmi les projets dont l'exécution doit être entreprise au plus tôt, n° **254** (p. 281).

ENQUETES. — Voy.: Missions.

ENSEIGNEMENT.

1. Proposition présentée par MM. Paul Catrice, Corval, Mlle Le Ber et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à demander au Gouvernement de donner toutes les instructions nécessaires aux services de l'enseignement de chaque territoire d'outre-mer pour décider l'adoption de tout aménagement d'horaires quotidiens et de date des vacances scolaires dans la mesure qui paraîtrait la plus conforme aux conditions climatériques et aux besoins des populations, n° **21** (p. 20). — Rapport de Mme Malroux, n° **73** (p. 93). — Avis de M. Borrey, n° **90** (p. 115).

2. Rapport de M. Paul Catrice, au nom de la commission des affaires culturelles: 1° sur la proposition de résolution (n° 131, année 1949) de M. Jousselin et des membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant obligation d'enseigner l'histoire et la littérature des peuples de l'Union française dans les écoles de France et d'outre-mer; 2° sur la proposition (n° 47, année 1949) de MM. Paul Catrice et Alfred Bour et des membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à inviter M. le Ministre de l'éducation nationale à veiller à la rédaction des manuels scolaires dans le sens authentique de l'Union française; 3° sur la proposition (n° 119, année 1949) de M. Jousselin et des membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à inviter le Gouvernement à favoriser la diffusion des écrits de nature à développer la connaissance et la compréhension mutuelles des peuples et des races, n° **25** (p. 22).

3. Demande d'avis transmise par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Lassalle-Séré, sénateur, relative aux publications en langue italienne et marquisienne dans les Etablissements français d'Océanie, n° **65** (p. 90). — *Cette demande d'avis a été retirée* (2e séance du 9 mars 1950).

4. Proposition présentée par M. Griaule, Mlle Le Ber, MM. Jousselin, Scelles, relative à la définition des objectifs de l'Institut des hautes études de Dakar, n° **131** (p. 149). — Rapport de M. Jousselin, n° **166** (p. 190).

5. Proposition présentée par M. Paul Catrice, Mlle Le Ber, MM. Louis Jousselin, Jean Scelles et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes mesures utiles pour développer l'enseignement parmi les nomades des pays et territoires de l'Union française et en particulier pour rechercher les méthodes, les manuels, les horaires et tous procédés pédagogiques qui seraient le mieux adaptés aux conditions particulières de cet enseignement, n° **142** (p. 166). — Rapport de M. Paul Catrice, n° **185** (p. 219).

6. Proposition présentée par Mlle Le Ber, MM. Paul Catrice, Louis Jousselin, Jean Scelles et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à demander au Gouvernement de créer dans chaque territoire d'outre-mer un conseil consultatif de l'éducation, n° **143** (p. 166). — Rapport de M. Jousselin, n° **265** (p. 286).

7. Proposition de résolution présentée par Mme Hélène Caffot (U. D. S. R.), invitant l'Assemblée nationale à voter une loi tendant à développer l'enseignement dans les départements (y compris l'Algérie) et les territoires d'outre-mer, à prendre toutes mesures utiles à y rendre obligatoire l'instruction des filles et d'une façon générale, à intensifier l'enseignement primaire pour les enfants des deux sexes, n° **152** (p. 175).

8. Proposition présentée par M. Griaule, président de la commission des affaires culturelles, et les membres de cette commission, tendant à inviter le Gouvernement: 1° à maintenir la chaire de géographie coloniale de la faculté de Strasbourg; 2° à transformer en chaires de titulaires les maîtrises de conférences de géographie des facultés d'Aix et de Bordeaux et la maîtrise de conférence d'ethnologie coloniale de la faculté de Lyon, n° **183** (p. 219). — Rapport de M. Joseph Bégarra, n° **197** (p. 233).

9. Proposition présentée par les membres de la commission des affaires culturelles et les membres de la commission provisoire du cinéma, tendant à inviter le Gouvernement à prévoir à titre d'expérience la création d'un centre audiovisuel en Afrique noire, en vue de l'enseignement dans les territoires d'outre-mer, n° **186** (p. 223).

10. Proposition présentée par les membres de la commission des affaires culturelles et les membres de la commission du cinéma, invitant le Gouvernement de la République française à accorder des facilités douanières à la circulation des films pédagogiques et documentaires dans l'Union française, n° **187** (p. 223).

11. Proposition présentée par Mlle Le Ber, MM. Catrice, Jousselin et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à demander au Gouvernement de créer un conseil supérieur consultatif de l'éducation outre-mer, n° **192** (p. 228).

ESNAULT.

Voy.: MARINE MARCHANDE, § 2.

ESTEBE.

Voy.: CONSEIL ÉCONOMIQUE.

ETABLISSEMENTS DE L'INDE. — Voy.: LOYERS, § 3. — RIZ.

ETABLISSEMENTS DU PACIFIQUE. — Voy.: MARINE MARCHANDE, § 2.

ETATS ASSOCIES. — Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de loi, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer tendant à approuver les actes définissant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France, n° **2** (p. 1). — Rapport de Mme Lefaucheux, n° **12** (p. 15).

EXPOSITIONS.

1. Rapport de M. Georges Boussenot, au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de MM. Paul Catrice, Armand Coquart, Georges Le Brun-Kéris, conseillers de l'Union française, tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes les mesures utiles pour que les pays et territoires de l'Union française soient représentés à l'exposition internationale textile de Lille en 1951, n° **119** (p.). — Avis de M. Lhuillier, n° **113** (p. 130).

2. Demande d'avis transmise par M. le Président de l'Assemblée nationale sur: 1° la proposition de loi de MM. Defferre, Gouin, Leenhardt, Lussy, Charlot et Arnal, députés, tendant à organiser une exposition de l'Union française à Marseille en 1952; 2° la proposition de loi de MM. Lieutaud, Avinin, Carcassonne, Coupigny, Mme Eboué, MM. Lasalarié et Muscatelli, sénateurs, tendant à organiser une exposition de l'Union française à Marseille en 1952, n° **298** (p. 319).

EXPROPRIATION. — Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, modifiant et complétant le décret du 25 novembre 1930 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique en Afrique occidentale française, n° **98** (p. 121).

F

FEIX.

Voy.: ACCORDS INTERNATIONAUX, § 2.

F. I. D. E. S. — Voy.: PLAN. — ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, IX, § 5.

FOCCART

Voy.: IMPÔTS.

FONCTIONNAIRES. — Voy. aussi: MANDAT PARLEMENTAIRE.

Proposition, présentée par M .Georges Riond et les membres du groupe union métropole-outre-mer (indépendants), tendant à inviter le Gouvernement à définir sans plus tarder le statut des administrateurs de la France d'outre-mer, n° **105** (p. 125). — Rapport de M. Antonini, n° **125** (p. 144).

FORETS

1. Demande d'avis, présentée par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, tendant à modifier et à compléter le décret du 18 mars 1910 sur le régime forestier de la Nouvelle-Calédonie, n° **53** (p. 77). — Rapport de M. Cazelles, n° **168** (p. 194). — Avis de M. Paul Antonini, n° **196** (p. 232).

2. Demande d'avis, transmise par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, tendant à accorder un permis temporaire d'exploitation forestière au Cameroun à la société « Franco-Coloniale des bois », n° **124** (p. 143). — Rapport de M. Ebédé, n° **219** (p. 249).

FOURCADE

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, I, § 2.

G

GABON. — Voy.: ORGANISATION ADMINISTRATIVE, § 5.

GAIGNARD

Voy.: MARINE MARCHANDE, § 2. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE, § 6.

GAUDART

Voy.: JUSTICE, § 3. — RIZ.

GENOCIDE. — Rapport de M. le Brun Kéris, au nom de la commission des relations extérieures sur la proposition (n° 291, année 1949) de M. Paul Catrice et des membres du groupe du mouvement républicain populaire, Conseillers de l'Union française, tendant à demander au Gouvernement de la République française: 1° de ratifier au nom de toute l'Union française, après accord avec les Etats associés et protégés, la convention internationale sur le génocide; 2° d'intervenir auprès de l'O. N. U. pour que soit élaboré un texte complémentaire sur le génocide culturel, n° **75** (p. 96). — Avis de M. Jousselin, n° **80** (p. 110). — Rapport supplémentaire de M. Le Brun Kéris, n° **135** (p. 153).

GENTET

Voy.: CHEPTEL. — SINISTRÉS, § 1

GEORGET

Voy.: AÉRONAUTIQUE, § 1, 2. — PLAN, § 13.

GRIAULE

Voy.: ENSEIGNEMENT, § 4, 8. — PLAN, § 12.

GUADELOUPE. — Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, X, § 5. — CARTE D'IDENTITÉ.

GUEYE MOMAR DJIM

Voy.: LIBÉRATION DES ÉCHANGES.

GUYANE. — Voy.: CARTE D'IDENTITÉ. — MONUMENTS COMMÉMORATIFS. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE, § 1. — RECHERCHE SCIENTIFIQUE. — SÉCURITÉ SOCIALE, § 2.

H

HABITAT

1. Rapport de Mlle Le Ber, au nom de la commission des affaires sociales sur la proposition de résolution (n° 202, année 1949), de Mlle Le Ber, Mme Malroux, MM. Périer, Momo Touré, membres de la commission d'information aux Antilles, Conseillers de l'Union française, tendant à inviter l'Assemblée nationale, à réaliser une politique de l'habitation aux Antilles, n° 29 (p. 32).

2. Rapport de M. Georges Riond, au nom de la commission du plan, de l'équipement et des communications, sur: 1° la demande d'avis (n° 130, année 1949) de M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Ousmane Soce et plusieurs de ses collègues, sénateurs, tendant à instituer en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, des sociétés coopératives africaines de construction et d'urbanisme et: 2° la proposition de résolution (n° 328, année 1948) de MM. Sousatte, Razac, Jousselin, Catrice, Mlle Le Ber et des membres du groupe du mouvement républicain populaire, conseillers de l'Union française, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi créant un office de l'habitat rural, pour l'Afrique équatoriale française, n° **52** (p. 72). — Avis de M. Junillon (sur demande d'avis, n° 130), n° **60** (85). — Avis de M. Borrey (sur proposition de résolution, n° 328), n° **70** (p. 93). — Avis de M. Sylvestre, n° **71** (p. 93).

3. Rapport de M. Cianfarani, au nom de la commission du plan, de l'équipement et des communications sur la proposition de résolution (n° 304, année 1949) de MM. D. Cianfarani, Boluix-Basset, lieutenant-colonel Bichon, Boukheloua, Daber, Gervain, Rosfelder, Naroun, de La Vasselais, Viniger, conseillers de l'Union française, tendant à attribuer à l'équipement social de l'Algérie, sur la contre-valeur en francs de l'aide Marshall, une dotation de dix milliards à affecter spécialement à l'habitat rural et urbain, n° **201** (p. 234).

4. Proposition présentée par M. Momo Touré, tendant à l'octroi de prêts pour la construction de maisons modèles dans les centres ruraux d'Afrique occidentale française, du Togo et du Cameroun, n° **207** (p. 241).

5. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, réglementant les groupes d'immeubles et les lotissements en Nouvelle-Calédonie, n° **322** (p. 356).

HAUTE VOLTA. — Voy.: PLAN, § 10.

HAZOUME

Voy.: MARINE MARCHANDE, § 6.

HOMMAGES

1. Proposition de résolution, présentée par MM. Raphaël Leygues, Nguyen Huy Lai et les membres du groupe du Viet-Nam et du groupe du rassemblement républicain, tendant à rendre hommage à la mémoire du vice-amiral Battet, n° **209** (p. 243).

2. Proposition présentée par MM. Paul Catrice, Borrey et les membres des groupes du mouvement républicain populaire et les membres des indépendants d'outre-mer, tendant à adresser l'hommage de l'Assemblée de l'Union française à la mémoire du docteur Stefanopoulo, n° **102** (p. 124). — Rapport de M. Borrey, n° **104** (p. 124).

I

IMPOTS. — Voy. aussi: SOCIÉTÉS COLONIALES.

Proposition de résolution, présentée par MM. Jacques Foccart, Georges Oudard, Louis Delmas et Laurin, tendant à aménager le régime fiscal des départements d'outre-mer, n° **141** (p. 162).

INCOMPATIBILITES. — Proposition de résolution, présentée par M. Alfred Bour, président de la commission du règlement et des pétitions, au nom de cette commission, tendant à inviter l'Assemblée nationale à modifier et compléter l'article 11 relatif aux incompatibilités de la loi du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics, n° **292** (p. 312). — Rapport de M. Paul Simon, n° **312** (p. 344).

INDOCHINE. — Voy.: DÉFENSE U. F., II, § 2. — PLAN, II.

INDUSTRIALISATION O. M. — Proposition de résolution présentée par M. Alduy, et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi dite loi d'industrialisation des pays d'outre-mer destinée à y permettre la création rapide d'industries de base, n° **76** (p. 97).

INFORMATIONS RELATIVES AUX PAYS D'O. M. — Rapport de M. Oreste Rosenfeld, au nom de la commission du règlement et des pétitions, sur la proposition (n° 284, année 1949) de MM. Alphonse Juge, Robert Schmitt, Paul Simon, Andre Schock et des membres du groupe du mouvement républicain populaire, Conseillers de l'Union française, tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à décider de constituer un organisme destiné à centraliser, coordonner et utiliser les informations relatives aux pays d'outre-mer, en s'intéressant plus spécialement aux déplacements qu'y effectuent ses membres, n° **18** (p. 18).

J

JACOBSON.

Voy.: PLAN, § § 4, 5, 6, 8, 12.

JOUSSELIN.

Voy.: AGRICULTURE, § 4. — COLLECTIVITÉS DE DROIT LOCAL. — COMPTABILITÉ SOCIALE. — ENSEIGNEMENT, § § 4, 8. — FORÊTS, § 2. — GENOCIDE. — MINES, § 1. — PLAN, § 1. — RENCENSEMENT.

JUGE.

Voy.: AÉRONAUTIQUE, § 3. — ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, VIII, § 3. — DÉFENSE UNION FRANÇAISE, II, § 2.

JUNILLON.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, IX, § 5. — HABITAT, § 2.

JUSTICE.

1. Rapport de M. Paul Antonini, au nom de la commission de la justice, de la législation, de la fonction publique, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis (n° 328, année 1949) de M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, retirant le territoire de l'Oubangui-Chari du ressort de la section de la cour d'appel de Brazzaville, siégeant à Fort-Lamy, n° **19** (p. 19).

2. Proposition, présentée par MM. Piéri, Bégarra, Belabed, Chekkal Daho, Lechani et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à établir la parité des traitements à tous les échelons, entre les juges de paix algériens et métropolitains et à élargir les cadres algériens dans les classes supérieures, n° **34** (p. 35). — Rapport de M. Piéri, n° **134** (p. 151).

3. Proposition, présentée par M. Gaudart et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à inviter le Gouvernement à achever en 1951 la mise en place de la réforme judiciaire dans les territoires d'outre-mer, n° **151** (p. 174).

4. Proposition, présentée par MM. Tubert, Diarra Tiemoko, Abdesselam, Boumendjel, Boiteau, Cianfarani, Lapart, Lombardo, Randretsa, tendant à réinviter le Gouvernement à faire procéder au transfert d'urgence en France des condamnés de Madagascar, n° **205** (p. 239). — Cette proposition a été retirée le 16 octobre 1950.

5. Proposition de résolution, présentée par M. Georges Boussenot, Conseiller de l'Union française, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi portant réorganisation de la justice dans le territoire autonome des Comorres, n° **257** (p. 283).

6. Rapport de M. Michard-Pellissier, au nom de la commission de la législation, de la justice, de la fonction publique et des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis (n° 78, année 1949) transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif à l'emploi de la main-d'œuvre pénale en Afrique occidentale française, n° **279** (p. 290). — Avis de M. Jean Scelles, n° **284** (p. 301).

L

LAFOREST.

Voy.: MARINE MARCHANDE, § 5.

LAOS. — Voy.: ETATS ASSOCIÉS. — PLAN, §§ 3, 4.

LAPART.

Voy.: AVEUGLES CIVILS, § 1.

LAUTISSIER.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, VI.

LAURIN.

Voy.: SINISTRÉS, § 3.

Mlle LE BER.

Voy.: ENSEIGNEMENT, §§ 6, 11. — HABITAT, § 1. — PLAN, § 12. — SÉCURITÉ SOCIALE, § 2.

LE BRUN KERIS.

Voy.: AGRICULTURE, § 4. — GÉNOCIDE. — PLAN, § 14.

LECHANI.

Voy.: ELECTIONS, § 6.

Mme LEFAUCHEUX.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, III. — ETATS ASSOCIÉS, — ORGANISATION ADMINISTRATIVE, § 5.

LHUILLIER.

Voy.: Agriculture, § 5. — Expositions, § 1. — Plan, §§ 5, 10.

LIBERATION DES ECHANGES. — Proposition, présentée par MM. Marcel Egretaud, Boubou Hama et les membres des groupes communistes et apparentés et du rassemblement démocratique africain et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions propres à faire cesser la grave menace de mévente et de chômage que fait peser sur les populations d'outre-mer la récente mesure de « libération des échanges » visant de nombreux produits coloniaux, n° **10** (p. 15). — Rapport de M. Gueye Momar Djim, n° **49** (p. 45). — Avis de M. Georges Monnet, n° **94** (p. 117). — Deuxième rapport de M. Paul Tétau, n° **118** (p. 134).

LOYERS.

1. Demande d'avis, présentée par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, réglementant les loyers commerciaux dans les Etablissements français d'Océanie, n° **81** (p. 112). — Rapport de M. Antonini, n° **289** (p. 306).

2. Demande d'avis, transmise par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, réglementant, dans les Etablissements français de l'Océanie, les loyers des locaux à usage d'habitation ou professionnel, n° **137** (p. 156). — Rapport de M. Antonini, n° **281** (p. 292).

3. Demande d'avis, transmise par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, portant réglementation des loyers des locaux d'habitation dans les établissements de Pondichéry, Karical, Mahé et Yanaon, n° **146** (p. 170). — Rapport de M. Paul Antonini, n° **280** (p. 291).

4. Demande d'avis, transmise par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant réglementation des loyers des locaux d'habitation en Afrique occidentale française, n° **147** (p. 171).

5. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant règlement du statut de la copropriété des immeubles divisés par appartements à Madagascar et dépendances, n° **235** (p. 263) — Rapport de M. Antonini, n° **278** (p. 289).

LOZERAY

Voy.: Assemblée de l'Union française, VII.

M

MADAGASCAR. — Voy. Cheptel. — Condition d'admission et séjour. — Justice, § 4. — Loyer, § 5. — Mines, § 2. — Organisation administrative, § 4, 5. — Sinistrés, § 1.

MADEMBA RACINE

Voy.: Plan, § 7.

Mme MALROUX

Voy.: Enseignement, § 1. — Missions, § 1. — Monuments commémoratifs, § 2. — Plan, § 5. — Presse, § 1. — Radiodiffusion. — Recherches scientifiques. — Travail, IV.

MANDAT PARLEMENTAIRE. — Voy. aussi: Assemblée de l'Union française, VI. — Incompatibilités.

Proposition, présentée par MM. Jacques Mitterrand, le docteur Borrey, Robert Léon, invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à prendre toutes mesures pour sauvegarder l'indépendance politique des militaires ou des fonctionnaires exerçant un mandat parlementaire, n° **319** (p. 353).

MARINE MARCHANDE

1. Proposition, présentée par MM. Paul Tétau, Alduy, Racine Mademba et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à ne prendre aucune mesure pour reconduire les dispositions des articles 10 et 11 de la loi du 28 février 1948 sur l'organisation de la marine marchande, n° **45** (p. 41). — Rapport de M. Paul Tétau, n° **77** (p. 106).

2. Proposition, présentée par MM. Henri-G. Gaignard, Robert Schmitt, Yvon Esnault et les membres du groupe du mouvement républicain populaire et apparentés, tendant à demander au Gouvernement de la République française: 1° de prendre les mesures utiles pour coordonner les moyens de communications entre la métropole et les Etablissements français du Pacifique; 2° de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation d'une politique des transports maritimes et aériens dans le Pacifique austral pour les liaisons entre les différents territoires de l'Union française, n° **63** (p. 91). — Rapport de M. Robert Schmitt, n° **243** (p. 276).

3. Demande d'avis, présentée par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M le ministre de la France d'outre-mer étendant aux territoires d'outre-mer et aux territoires sous tutelle du Cameroun et du Togo l'application de la loi n° 49-226 du 19 février 1949 ayant pour objet de mettre la législation française en harmonie avec les dispositions de la convention de Bruxelles sur les privilèges et les hypothèques maritimes, n° **110** (p. 127). — Rapport de M. Paul Antonini, n° **215** (p. 245).

4. Demande d'avis, présentée par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Lodéon, Sénateur, tendant à compléter la loi n° 48-340 du 28 février 1948 sur l'organisation de la marine marchande, n° **114** (p. 131).

5. Proposition, présentée par MM. Laforest, Coulon et les membres du groupe du rassemblement républicain pour le progrès économique et social de l'Union française, tendant à demander au Gouvernement de prendre de toute urgence les dispositions utiles pour que soient assurées des liaisons maritimes et aériennes régulières et fréquentes entre la métropole et les Etablissements français de l'Océanie, n° **245** (p. 278). — Cette proposition a été retirée le 3 novembre 1950.

6. Proposition, présentee par M. Hazoumé et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à inviter le Gouvernement à faire annuler la décision de surfret de 100 p. 100 que viennent de prendre les compagnies de navigation qui desservent la rade de Cotonou, n° **308** (p. 343). — Rapport de M. Schock, n° **309** (p. 343).

MAROC. — Voy.: Assemblée de l'Union française, VII.

MARTINIQUE. — Voy.: Carte d'identité.

MEYER

Voy.: Alcoolisme, § 2.

MICHARD PELLISSIER

Voy.: Assemblée de l'Union française, V. — Justice, § 6.

MINES

1. Proposition de résolution, présentée par MM. Jousselin, Momo Touré, Ya Doumbia, relative au régime minier des territoires d'outre-mer, n° **132** (p. 150).

2. Rapport de M. Charlier, au nom de la commission du plan, de l'équipement et des communications, sur la proposition (n° 331, année 1949) de MM. Charlier, Longuet, Ramanpy et Randretsa, conseillers de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour faciliter une mise en exploitation des gisements charbonniers de la Sakoa, exploitation devant permettre de couvrir les besoins locaux, d'industrialiser le territoire et par conséquent d'améliorer le niveau général de vie, n° **13** (p. 15).

3. Rapport de M. Antonini, au nom de la commission de la législation, de la justice, de la fonction publique, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis (n° 245, année 1949) transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer portant attribution de droits miniers en Côte-d'Ivoire, n° **250** (p. 279).

4. Rapport de M. Antonini, au nom de la commission de la législation, de la justice, de la fonction publique, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis (n° 246, année 1949) transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant attribution de droits miniers en Côte-d'Ivoire, n° **251** (p. 280).

5. Rapport de M. Antonini, au nom de la commission de la législation, de la justice, de la fonction publique, des affaires administratives et domaniales sur la demande d'avis (n° 247,

année 1949) transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant attribution de droits miniers en Côte-d'Ivoire, n° **252** (p. 280).

MISSIONS

1. Rapport supplémentaire de Mme Malroux, au nom de la commission des affaires culturelles sur la proposition (n° 53, année 1949) de M. Ch.-André Julien et des membres du groupe socialiste et apparentés, conseillers de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à organiser une enquête sur les connaissances et les opinions des Français en ce qui concerne les pays et les problèmes d'outre-mer, n° **17** (p. 18).

2. Proposition de résolution, présentée par MM. Mamadou Coulibaly, Darlan, Nignan, Léon, Abdesselam, Donnat, Egretaud, tendant à l'envoi d'une mission d'information en Côte-d'Ivoire à la suite des incidents récents qui se sont déroulés dans ce territoire, n° **22** (p. 21).

3. Proposition de résolution, présentée par MM. Cazelles, Le Brun Kéris, Lhuillier, Montrat, Roulleaux-Dugage, tendant à inviter la commission de l'agriculture à désigner une mission chargée d'étudier, en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française, les possibilités de transposition du système des S. A. R. (secteurs d'amélioration rurale) tels qu'ils fonctionnent en Algérie, n° **40** (p. 39). — Rapport de M. Cazelles, n° **51** (p. 50).

MITTERRAND.

Voy.: Mandat parlementaire.

MONNET.

Voy.: Energie thermique des mers. — Libération des échanges. — Plan, § 2.

MONUMENTS COMMEMORATIFS.

1. Rapport de M. Louis Delmas, au nom de la commission de la défense de l'Union française, sur la proposition (n° 335, année 1949) de M. Borrey et des membres du groupe des indépendants d'outre-mer, Conseillers de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître « d'utilité publique » le « Tata » sénégalais de Chasselay, n° **28** (p. 31).

2. Proposition, présentée par Mme Malroux, Mlle Le Ber, MM. Périer, Touré, membres de la mission aux Antilles et à la Guyane, et par MM. Camprasse, Polycarpe et Sylvestre, tendant à inviter le Gouvernement à participer à l'érection d'un monument à la gloire de Félix Eboué à Cayenne, sa ville natale, n° **91** (p. 115). — Rapport de Mme Malroux, n° **115** (p. 132).

MONUMENTS HISTORIQUES. — Rapport de M. Begarra, au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition (n° 208, année 1949) de MM. Le Brun Kéris, Cazelles, Roulleaux-Dugage, Montrat, Conseillers de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à assurer la conservation des ruines de Tipasa (Algérie) et à en faciliter la visite, n° **95** (p. 120).

MUNICIPALITES DE PLEIN EXERCICE. — Proposition, présentée par MM. André Bourgarel et Djim Momar Gueye et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à demander d'urgence à l'Assemblée nationale le vote d'une loi ayant pour unique objet de relever le plafond des achats sur factures et marchés de gré à gré effectués et passés par les municipalités de plein exercice du Sénégal, n° **307** (p. 342).

N

NAVIGATION FLUVIALE. — Demande d'avis, transmise par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi formulée par M. Durand-Réville, Sénateur, tendant à instituer un code de la navigation fluviale dans les territoires d'outre-mer de l'Union française, n° **282** (p. 294).

NORD-AFRICAINS. — Voy. aussi: Santé, § 3. — Sécurité sociale, § 1. — Travail, II.

Rapport de M. Paul Catrice, au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition (n° 231, année 1949) de M. Paul Catrice et des membres du groupe du mouvement républicain populaire, Conseillers de l'Union française, tendant à demander au Gouvernement de créer une commission interministérielle et une direction des Nord-Africains en France et à en faire dépendre les commissions consultative des questions nord-africaines et les contrôleurs sociaux qui prendront le nom et la fonction d'assistants des questions nord-africaines, n° **36** (p. 36).

NOUVELLE-CALEDONIE. — Voy.: Agriculture, § 3. — Forêts, § 1. — Habitat, § 5.

NOUVELLES-HEBRIDES. — Voy.: Elections, § 1. — Plan, § 9-18.

O

OCEANIE. — Voy.: Alcoolisme, § 1. — Enseignement, § 3. — Loyers, § 1-2. — Marine marchande, § 5.

OLEAGINEUX. — Proposition, présentée par M. Schock et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour assurer aux oléagineux tropicaux les débouchés auxquels peuvent prétendre leurs producteurs dans une économie d'Union française, n° **190** (p. 225).

ORDRE PUBLIC. — Proposition, présentée par MM. Schmitt et Schock et les membres du groupe du mouvement républicain populaire tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes mesures utiles pour rétablir l'ordre public à la suite des récents événements de Bouaflé et Bouaké, n° **23** (p. 21). — Rapport de M. Schock, n° **32** (p. 34).

ORGANISATION ADMINISTRATIVE.

1. Proposition de résolution, présentée par M. Polycarpe et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à inviter l'Assemblée nationale à transmettre pour avis à l'Assemblée de l'Union française la proposition de loi n° 8781 sur la suppression du territoire de l'Inini en Guyane française, n° **14** (p. 17).

2. Proposition de résolution, présentée par MM. Momo Touré, Conombo, Bouda, Zinsou, Saïdou, Djermakoye, Hazoumé, Borrey, Ouedraogo, Dorange, Montrat, Savi de Tové, Sousatte et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer relative au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, au Togo, au Cameroun et en Afrique équatoriale française, n° **121** (p. 141).

3. Demande d'avis, transmise par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur les propositions de loi: 1° de M. Aku et plusieurs de ses collègues, députés, relative au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, au Togo, au Cameroun et en Afrique équatoriale française; 2° de M. Saller et plusieurs de ses collègues, sénateurs, relative au statut des chefs autochtones en Afrique occidentale française, au Togo, au Cameroun et en Afrique équatoriale française, n° **136** (p. 153).

4. Demande d'avis, transmise par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer portant abrogation du paragraphe 12 de l'article 11 du décret du 4 mai 1945 créant le conseil du Gouvernement de Madagascar et dépendances modifié par le décret n° 47-2365 du 17 décembre 1947, n° **234** (p. 262). — Rapport de M. Randretsa, n° **301** (p. 323).

5. Proposition, présentée par MM. Henri-G. Gaignard, Robert Schmitt, Yvon Esnault, tendant à inviter le Gouvernement de la République française à prendre toutes dispositions nécessaires pour que soient élaborés et soumis sans tarder à l'Assemblée de l'Union française des textes supprimant les conseils privés existant outre-mer, instituant à leur place des conseils de Gouvernement, élargissant les pouvoirs des conseils de Gouvernement existant auprès des gouverneurs généraux de Madagascar, d'Afrique occidentale française et d'Afrique équatoriale française et modifiant leur composition, n° **277** (p. 288).

OUBANGUI CHARI. — Voy.: Justice, § 1. — Plan, § 6. — Sinistrés, § 3.

OUDART.

Voy.: Assemblée de l'Union française, X., § 5.

P

PARITE FRANC C. F. A. — Proposition de résolution présentée par M. Antonini, Boussenot, Monnet, Delmas, Djim Momar Gueye, Borrey, Zinsou, Babakar Diop, Gentet, Gervain, Ebédé et Schock, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi déterminant le mode de fixation de la parité du franc C. F. A., n° **92** (p. 115). — Rapport de M. Sylvestre, n° **111** (p. 127). — Avis de M. Schmitt, n° **156** (p. 182).

PELERINAGE A LA MECQUE. — Proposition, présentée par MM. Jean Scelles, Max André, Abdesselam; Mlle Le Ber; M. le docteur Borrey; Mme Caffot; M. le général Delmas; MM. Laurent-Eynac, H.-G. Gaignard, P. Gervain, Emmanuel La Gravière, Momar Gueye, Ibrahim Babikir, Louis Jousselin, René Laurin; Mme Lefaucheux; MM. Robert Léon, Alexandre Michalet, Emmanuel Morel, René Moreux, André de Peretti, K. Vignes; Mme la princesse Yukanthor; M. Zinsou, tendant à demander au Gouvernement de donner aux musulmans ressortissants de l'Union française désireux de participer au pèlerinage annuel de la Mecque, des facilités pour leur transport et la liberté d'organisation du pèlerinage, n° **180** (p. 218). — Rapport de M. Jean Scelles, n° **220** (p. 250).

PENSIONS. — Voy. aussi: ANCIENS COMBATTANTS, §§ 1-6.

Avis de M. de Peretti, au nom de la commission des affaires financières, sur la proposition (n° 59, année 1949) de M. Jean Lapart, conseiller de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser les pensions d'ancienneté consenties dans l'Union française par les caisses locales des retraites, n° **103** (p. 124). — Avis de M. Bégarra, n° **109** (p. 127).

DE PERETTI.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, X, §§ 1-2. — COMPTABILITÉ SOCIALE. — PENSION. — PLAN, §§ 5, 6, 12. — RELATIONS DIPLOMATIQUES, § 1.

PERIER.

Voy.: CARTE D'IDENTITÉ.

PIERI.

Voy.: JUSTICE, § 2.

PLAGNE (Général).

Voy.: AÉRONAUTIQUE, § 1.

PLAN-CREDITS.

1. Proposition, présentée par M. Jousselin, tendant à inviter le Gouvernement à présenter les plans de développement économique et social des territoires d'outre-mer, sous une forme séparée pour chacun d'eux, n° **31** (p. 34). — Rapport par M. Sylvestre, n° **93** (p. 116).

2. Rapport de M. Touré Momo, au nom de la commission du plan, de l'équipement et des communications sur la proposition (n° 38, année 1949) de M. Cortinchi, conseiller de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un ordre d'urgence et de priorité à l'exécution du programme d'alimentation en eau inclus dans le plan d'équipement économique et social des territoires d'outre-mer, n° **58** (p. 81). — Avis de M. Borrey, au nom de la commission des affaires sociales, n° **109** *bis* (p. 127).

3. Proposition, présentée par M. Bilavarn Khoun, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi accordant à l'Etat associé du Laos un prêt pour la réalisation de son développement social et économique soit: 1° un milliard sur les huit milliards prévus au projet de loi de finances n° 8582, correspondant au démarrage nécessaire en 1950; 2° des crédits d'engagement de cinq milliards pour la première tranche de son plan décennal, n° **59** (p. 83). — Rapport de M. Bilavarn Khoun, n° **74** (p. 95).

4. Proposition de résolution, présentée par MM. Boisdon, Jacobson, René Moreux, Schmitt, Schock, Thémia et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à recommander à l'Assemblée nationale d'affecter aux investissements destinés à l'exécution des plans de développement social et économique des Etats associés de l'Indochine, pour l'exercice budgétaire 1950, le montant global de 8 milliards inscrit dans le projet de loi de développement des dépenses d'investissement n° 8582 du 1er décembre 1949 et, par suite, de ne pas admettre l'abattement de 600 millions proposé dans la lettre rectificative n° 9208 du 8 février 1950, n° **69** (p. 92). — Rapport de M. Jacobson, n° **78** (p. 109).

5. Proposition, présentée par MM. Jacobson, Ahmed Kotoko, Ibrahim Babikir, Laurin, Boisdon, Le Brun-Kéris et Schock, tendant à recommander au Gouvernement l'ajustement des mesures concernant le plan décennal du territoire du Tchad, n° **139** (p. 158). — Rapport de M. Alfred Jacobson, n° **158** (p. 182). — Avis de M. le général Delmas, n° **173** (p. 212). — Avis de M. Borrey, n° **174** (p. 212). — Avis de M. de Peretti, n° **194** (p. 231). — Avis de M. Lhuillier, n° **211** (p. 242). — Avis de Mme Malroux, n° **212** (p. 242).

6. Proposition, présentée par MM. Jacobson, Lhuillier, Boisdon, Le Brun-Kéris et Schock, tendant à recommander au Gouvernement l'ajustement des mesures concernant le plan décennal du territoire de l'Oubangui-Chari, n° **140** (p. 160). — Rapport de M. Alfred Jacobson, n° **178** (p. 215). — Avis de M. de Peretti, n° **195** (p. 231).

7. Rapport de M. Mademba Racine, au nom de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts sur la proposition (n° 58, année 1949), de M. Cortinchi, conseiller de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à prescrire aux chefs des territoires d'outre-mer de prendre des mesures pratiques propres à faciliter l'exécution des plans d'équipement économiques prescrits par la loi du 30 avril 1946 et considérés en fonction de l'homme et du milieu, n° **153** (p. 176). — Avis de M. Georges Riond, n° **193** (p. 230).

8. Proposition, présentée par M. Jacobson; Mme M.-H. Lefaucheux; MM. René Moreux, Ebédé, Giard, Guyard, Kemajou et Soppo Priso, tendant à demander au Gouvernement l'ajustement des mesures concernant le plan décennal du territoire du Cameroun, n° **163** (p. 186). — Rapport de M. Alfred Jacobson, n° **202** (p. 235).

9. Proposition, présentée par M. le lieutenant-colonel Bichon et les membres du groupe union métropole—outre-mer (indépendants), tendant à inviter le Gouvernement à rechercher sous quelle forme et dans quelle mesure le condominium des Nouvelles-Hébrides pourrait bénéficier de l'effort fait par la métropole pour l'équipement et la modernisation des territoires d'outre-mer de l'Union française, n° **177** (p. 215).

10. Proposition, présentée par MM. Lhuillier, Schock, Conombo, Bouda et Mademba Racine, tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder, le plus rapidement possible, à l'étude du système hydraulique Volta Noire-Sourou afin de déterminer les possibilités et les conditions de mise en valeur par irrigation de toute la région intéressée par ce système, n° **181** (p. 218).

11. Rapport par M. Boisdon, au nom de la commission du plan, de l'équipement et des communications sur la demande d'avis (n° 114, année 1949) transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi de M. Capitant et plusieurs de ses collègues, députés, tendant au financement et à l'exécution du plan de reconstruction, d'équipement et de modernisation de l'Indochine, n° **203** (p. 237).

12. Proposition, présentée par MM. Jacobson; Mme Lefaucheux; MM. René Moreux et Savi de Tové, tendant à recommander au Gouvernement l'ajustement des mesures concernant le plan décennal du territoire sous tutelle du Togo, n° **204** (p. 237). — Rapport de M. Alfred Jacobson, n° **227** (p. 258). — Avis de M. de Peretti, n° **259** (p. 285). — Avis de M. le général Delmas, n° **260** (p. 285). — Avis de M. Georges Monnet, n° **261** (p. 285). — Avis de M. Griaule, n° **262** (p. 286). — Avis de Mlle Le Ber, n° **263** (p. 286).

13. Proposition, présentée par M. Momo Touré, tendant à inviter le Gouvernement à recommander l'inscription au budget du F. I. D. E. S. des crédits nécessaires: 1° à l'achat de véhicules destinés aux services de santé des territoires d'outre-mer; 2° à l'organisation d'ateliers de réparations pourvus d'un outillage et de pièces de rechange suffisants; 3° à la création de « formations accélérées d'apprentissage », n° **206** (p. 240).

14. Proposition, présentée par MM. Le Brun Kéris, Cazelles, Lhuillier, Montrat et Roulleaux-Dugage, tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes mesures pour le développement de l'hydraulique dans le Sud-algérien et pour y assurer une répartition équitable de l'eau, n° **231** (p. 260).

15. Proposition, présentée par S. A. R. la Princesse Pingpeang Yukanthor, tendant à demander au Gouvernement de la République française d'offrir au gouvernement de l'Etat associé du Cambodge toutes facilités, notamment une aide financière et une aide technique en vue de le mettre en mesure, et dans l'ordre d'urgence suivant, de réaliser: 1° l'aménagement du port maritime de Réam; 2° l'agrandissement de l'aérodrome de Pochentong près Phnom-Penh, et ce, dans le cadre du plan de développement social et économique du royaume, n° **237** (p. 266).

16. Proposition, présentée par MM. Boisdon, Jacobson, René Moreux, Schmitt, Schock et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à inviter le Gouvernement à arrêter d'urgence le montant des crédits de payement destinés à la réalisation des programmes de la tranche 1950-51 des plans décennaux des territoires d'outre-mer, et à s'engager à inscrire, dans le projet du budget 1951, au titre du F. I. D. E. S., une attribution minimum de 75 milliards, n° **256** (p. 282). — Rapport de M. Alfred Jacobson, n° **267** (p. 287).

18. Proposition, présentée par MM. Bidet, Boutbien, Alduy, Charnay, Mme Lefaucheux, MM. Nguyen Van Ty, de Péretti, Georges Riond, Rosenfeld, Omer Sarraut, Ton That Can, Vignes, membres de la commission des relations extérieures, tendant à demander au Gouvernement d'établir un plan conjoint d'équipement et de modernisation industrielle et agricole pour les Nouvelles-Hébrides, ou, à défaut, un plan en faveur des activités du ressort de l'administration française, n° **304** (p. 326).

19. Rapport de M. Sylvestre, au nom de la commission du plan, de l'équipement et des communications sur la proposition (n° 165, année 1949) de MM. Emile-Derlin Zinsou et Paul Hazoumé et des membres du groupe des indépendants d'outre-mer, Conseillers de l'Union française, tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans son plan d'équipement et de modernisation des territoires d'outre-mer la construction d'un aérodrome à caractère impérial sur la côte du Bénin et à le placer à Cotonou, n° **313** (p. 345). — Avis de M. Georget, n° **320** (p. 354).

POLYCARPE.

Voy.: Organisation administrative, § 1.

P. T. T. — Demande d'avis transmise par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi concernant la procédure de fixation des taxes postales et assimilées applicables aux groupes de territoires ou territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, n° **233** (p. 261). — Rapport de M. Charlier, n° **303** (p. 325).

PRESSE.

1. Rapport de Mme Malroux, au nom de la commission des affaires culturelles: sur la proposition de résolution (n° 280, année 1949) de MM. Paul Catrice et Pierre Corval et des membres du groupe du mouvement républicain populaire, Conseillers de l'Union française, tendant à inviter l'Assemblée nationale à soumettre à l'avis de l'Assemblée de l'Union française la proposition de loi n° 5940 portant organisation d'une agence coopérative française d'information et d'une agence de presse des territoires de l'Union française, n° **72** (p. 93).

2. Proposition, présentée par Mme Hélène Caffot et M. Paul Estèbe, tendant à inviter le Gouvernement à se préoccuper du sort des journalistes français qui ont exercé ou exercent leur profession dans la presse française ayant son siège outre-mer, de façon à étendre à ces derniers, dans l'esprit de l'ordonnance du 18 octobre 1945, le régime de retraite des journalistes de la France métropolitaine. — Rapport de Mme Hélène Caffot, n° **321** (p. 354).

R

RADIODIFFUSION. — Rapport de Mme Malroux, au nom de la commission des affaires culturelles sur la proposition (n° 188, année 1949) de M. Pierre Corval, Mme Marie-Hélène Lefaucheux, MM. Paul Catrice, Emmanuel La Gravière et des membres du groupe du mouvement républicain populaire, Conseillers de l'Union française, tendant à créer un office de la radiodiffusion de l'Union française avec la collaboration de la radiodiffusion française et en accord avec les assemblées représentatives des territoires d'outre-mer ainsi qu'avec les Etats associés, n° **50** (p. 48). — Avis de M. Pierre Corval, n° **48** (p. 44).

RANDRETSA.

Voy.: Conditions d'admission a Madagascar. — Organisation administrative, § 4.

RAPHAEL-LEYGUES.

Voy.: Hommages, § 1.

RECENSEMENT. — Proposition, présentée par M. Jousselin, tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines dispositions concernant l'exécution des prochains recensements de populations dans les pays d'outre-mer, n° **208** (p. 242).

RECHERCHE SCIENTIFIQUE. — Demande d'avis, transmise par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de résolution de M. Damas et plusieurs de ses collègues, députés, tendant à inviter le Gouvernement à créer en Guyane française un « Institut français d'Amérique tropicale », n° **179** (p. 217). — Rapport de Mme Malroux, n° **290** (p. 308).

RELATIONS DIPLOMATIQUES.

1. Proposition, présentée par MM. de Péretti, Abdesselam, Bégarra, Bidet, Borrey, Chekkal Daho, Diop Babakar, La Gravière, Mme Lefaucheux, MM. Le Guénédal, Mademba Racine, Scelles et Vignes, tendant à inviter le Gouvernement de la République française à renforcer ses relations diplomatiques avec le monde musulman, n° **311** (p. 344).

2. Proposition, présentée par MM. Max André, Catrice, Juge, Mme M.-H. Lefaucheux, MM. Motais de Narbonne et Paul Simon, tendant à inviter le Gouvernement à mettre en place les organes centraux et la diplomatie de l'Union française, n° **27** (p. 31).

REUNION. — Voy.: Carte d'identité.

RIOND.

Voy.: Fonctionnaires. — Habitat, § 2. — Plan, § 7. — Travail, § IV.

RIZ. — Proposition, présentée par M. Gaudart, tendant à inviter le Gouvernement à prendre à sa charge la différence entre le prix du riz importé dans les Etablissements français de l'Inde et le prix auquel il est revendu à la population, compte tenu des besoins annuels de la population, n° **232** (p. 261).

ROSENFELD.

Voy.: Assemblée de l'Union française, II, §§ 1, 5, 6, III. — Informations relatives aux pays d'outre-mer.

ROSFELDER.

Voy.: Bilan économique des pays d'outre-mer.

ROULLEAUX-DUGAGE.

Voy.: Agriculture, § 3.

S

SANTE PUBLIQUE. — Voy. aussi: Plan, § 13.

1. Demande d'avis, présentée par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi, présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, portant extension aux territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle de la loi validée et modifiée du 11 septembre 1941 sur l'exercice de la pharmacie, n° **96** (p. 120).

2. Demande d'avis, transmise par M. le Président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le Ministre de la France d'outre-mer, portant modification des dispositions du décret du 14 avril 1904 relatif à la protection de la santé publique en Afrique occidentale française, n° **244** (p. 277).

3. Rapport de M. Chekkal Daho, au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition (n° 305, année 1949) de M. D. Cianfarani et des membres du groupe union métropole-outre-mer (indépendants), Conseillers de l'Union française, tendant à la création de sanatoria, dans la métropole, pour les travailleurs nord-africains atteints de tuberculose, n° **299** (p. 321).

SARRAUT (Albert).

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, I, § 1.

SAVI DE TOVE.

Voy.: ALCOOLISME, § 2.

SCELLES.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, X, § 4. — JUSTICE, § 6. — PÈLERINAGE A LA MECQUE.

SCHMITT.

Voy.: MARINE MARCHANDE, § 2. — ORDRE PUBLIC. — PARITÉ DU FRANC C. F. A. — TRAVAIL, II.

SCHOCK.

Voy.: AGRICULTURE, § 5. — ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, II, § 4. — MARINE MARCHANDE, § 6. — OLÉAGINEUX. — ORDRE PUBLIC.

SECURITE SOCIALE. — ALLOCATIONS FAMILIALES.

1. Rapport de M. Paul Catrice, au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de résolution (n° 230, année 1949) de MM. Paul Catrice et des membres du groupe du mouvement républicain populaire, Conseillers de l'Union française, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi améliorant pour les travailleurs algériens en France et leurs familles demeurées en Algérie, les prestations des assurances sociales et des allocations familiales, n° **46** (p. 41). — 2e rapport de Mme Caffot, n° **112** (p. 123).

2. Proposition, présentée par Mlle Le Ber, Mme Malroux, MM. Périer et Momo Touré, tendant à attirer l'attention du Gouvernement sur la nécessité d'une meilleure application de la sécurité sociale dans les départements des Antilles et dans certains centres urbains de la Guyane, n° **144** (p. 167). — Rapport de Mlle Le Ber, n° **318** (p. 352).

3. Proposition, présentée par MM. Paul Catrice, Jousselin, Mlle Le Ber, M. Scelles et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, tendant à demander au Gouvernement d'entreprendre immédiatement toutes études démographiques et statistiques préparatoires à l'organisation d'un régime de sécurité sociale dans les pays et territoires d'outre-mer, et en particulier: 1° d'orienter l'étude de la situation démographique de l'Algérie, des départements et des territoires d'outre-mer, qui va être entreprise en vertu d'une loi récente, tout particulièrement en fonction de l'organisation prochaine de la sécurité sociale outre-mer; 2° de communiquer à l'Assemblée de l'Union française le rapport qui devra être déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale avant le 1er janvier 1952, n° **191** (p. 227). — Rapport de M. Paul Catrice, n° **223** (p. 255).

SENEGAL. — Voy.: MUNICIPALITÉS EN PLEIN EXERCICE.

SEROT.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, VIII, § 1.

SIMON.

Voy.: *Assemblée* DE L'UNION FRANÇAISE, II, § 2, VIII, § 3. — INCOMPATIBILITÉS.

SINISTRES, SECOURS.

1. Proposition, présentée par M. Gentet et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux sinistrés du cyclone du 5 février 1950, qui a ravagé la côte Nord-Est de Madagascar, un premier secours s'élevant à 250 millions de francs métropolitains, n° **37** (p. 38). — Rapport de M. Curabet, n° **43** (p. 40).

2. Proposition, présentée par MM. Alduy, Bourgarel, Djim Momar Gueye, Mademba Racine, Sar Diawar, Tétau et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence à M. le haut commissaire de l'A. O. F. des crédits permettant de réparer les dommages subis, dans certains des territoires de la Fédération, à la suite des pluies torrentielles et inondations de l'hivernage 1950, n° **248** (p. 279). — Rapport de M. Diop Babakar, n° **253** (p. 281).

3. Proposition, présentée par MM. Laurin, Ahmed Kotoko, Ibrahim (Babikir), L'huillier et les membres du groupe d'action économique et sociale tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence une subvention aux territoires du Tchad et de l'Oubangui pour secourir les victimes des pluies torrentielles et des inondations dont ont souffert ces territoires au cours des trois derniers mois et pour concourir à la réparation des dégâts subis, n° **269** (p. 287). — Rapport de M. Antonini, n° **270** (p. 288).

SOCIETES COLONIALES. — Rapport de M. Louis Delmas, au nom de la commission des affaires financières, sur la proposition de résolution (n° 245 de 1948) de MM. Louis Delmas, René Laurin, Michard-Pellissier et des membres du rassemblement républicain pour le progrès économique et social de l'Union française, Conseillers de l'Union française, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi rendant les sociétés coloniales imposables au lieu de leur siège social même si elles tiennent leurs assemblées générales en France et si elles y ont leurs organes d'administration et de contrôle, n° **106** (p. 125).

SOUVANNAVONG OUROT.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, X, § 3.

SYLVESTRE.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, IX, § 5. — HABITAT, § 2. — PARITÉ FRANC C. F. A. — PLAN, §§ 1, 19.

T

TCHAD. — Voy.: PLAN, § 5. — SINISTRÉS, § 3.

TETAU.

Voy.: CAFÉ. — LIBÉRATION DES ÉCHANGES. — MARINE MARCHANDE, § 1.

THEVENIN.

Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, I, § 4.

TOGO. — Voy.: ELECTIONS, §§ 3, 4. — HABITAT, §§ 2, 4. — MARINE MARCHANDE, § 3. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE, §§ 2, 3. — PLAN, § 12. — STATUT CIVIL DE DROIT COMMUN.

TOURE.

Voy.: HABITAT, § 4. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE. — PLAN, §§ 2, 13.

TRAVAIL.

I. — **Accidents et maladies professionnelles.**

1. Demande d'avis, présentée par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, modifiant le décret du 2 avril 1932 portant réglementation des accidents du travail en Afrique occidentale française, n° **100** (p. 123). — Rapport de M. Joseph Bégarra, n° **167** (p. 193).

2. Propostion de résolution, présentée par MM. Borrey, Momo Touré et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi réglementant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, n° **238** (p. 266).

3. Demande d'avis, présentée par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de MM. Joseph Dumas, Senghor, Yacine Diallo et Mamadou Konaté, députés, sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer, n° **306** (p. 335).

II. — **Artisans bijoutiers.**

Proposition, présentée par MM. Bourgarel, Alduy et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter le Gouvernement à organiser le statut des artisans bijoutiers de l'Afrique occidentale française, n° **64** (p. 90). — Rapport de M. Schmitt, n° **164** (p. 188). — Avis de M. Coulibaly, n° **217** (p. 249).

IV. — **Formation professionnelle.**

Proposition, présentée par MM. Georges Riond, Boluix-Basset, Jacobson, Naroun, Périer, Rosfelder, Roulleaux-Dugage, Sylvestre, Boussenot, Abdesselam, tendant à inviter le Gouvernement à constituer un organisme capable de susciter, d'encourager et de coordonner toutes les initiatives en vue de la formation méthodique de la main-d'œuvre et de l'éducation technique et psychologique des personnels d'encadrement dans les territoires d'outre-mer pour répondre aux besoins du plan d'équipement et des entreprises privées, n° **225** (p. 257). — Rapport de M. Georges Riond, n° **300** (p. 322). — Avis de Mme Malroux, n° **315** (p. 348).

V. — **Inspection du travail.**

Rapport de M. Paul Catrice, au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition (n° 331, année 1948) de MM. Paul Catrice et Razac et des membres du groupe du mouvement républicain populaire, conseillers de l'Union française, invitant le Gouvernement à créer à l'école nationale de la France d'outre-mer une section des inspecteurs du travail et des affaires sociales et à développer dans cette école l'enseignement social, n° **26** (p. 30).

VI. — **Travailleurs.**

Proposition, présentée par Mme Caffot, tendant à demander au Gouvernement d'étendre aux travailleurs citoyens de l'Union française les facilités et avantages accordés à d'autres travailleurs d'origine extramétropolitaine, n° **83** (p. 114).

TRAVAILLEURS INDOCHINOIS. — Proposition, présentée par M. Paul Catrice, tendant à demander au Gouvernement de valider comme services militaires, les services accomplis par les travailleurs indochinois en France, n° **222** (p. 253).

TUBERT (Général).

Voy.: JUSTICE, § 4.

V

VANILLE. — Demande d'avis transmise par M. le Président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi présentée par M. Duveau, Député, tendant à assurer la protection dans le commerce, de la dénomination « vanille », n° **162** (p. 186).

Mme Marianne VERGER.

Voy.: TRAVAIL, III.

VIET-NAM. — Voy.: ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE, X, § 3. — ETATS ASSOCIÉS. — PLAN, § 4.

VIGNES.

Voy.: ACCORDS INTERNATIONAUX, § 1. — ALCOOLISME, § 1.

VIVIER.

Voy.: DÉFENSE UNION FRANÇAISE.

Y

YA DOUMBIA.

Voy.: CITOYENNETÉ, § 3.

Mme la Princesse YUKANTHOR.

Voy.: PLAN, § 15.

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.